

Art. 4. Pour obtenir l'agrément, l'association adresse sa demande par lettre recommandée à l'administration. Elle y indique de quelle manière elle entend réaliser les missions énumérées à l'article 2.

L'administration examine si l'association satisfait aux conditions prescrites et adresse son avis au Ministre.

Le Ministre accorde l'agrément ou le refuse. Si le Ministre entend refuser l'agrément, son intention motivée est notifiée au demandeur par lettre recommandée.

Le demandeur dispose d'un délai de trente jours prenant cours le jour de l'expédition de l'intention de refus, pour adresser au Ministre une note de justification complémentaire.

Le Ministre ne peut prendre une décision définitive de refus qu'à l'expiration du délai précité de défense.

Art. 5. L'agrément peut être retiré lorsque l'association ne répond plus aux conditions prévues par le présent arrêté ou si elle commet des irrégularités graves.

Si le Ministre entend retirer l'agrément, son intention motivée est notifiée à l'association par lettre recommandée.

L'association dispose d'un délai de trente jours prenant cours le jour de l'expédition de l'intention de retrait, pour adresser un mémoire justificatif au Ministre.

Le Ministre ne peut prendre une décision définitive de suspension qu'à l'expiration du délai susdit de défense.

Art. 6. Pour que les associations agréées conformément au présent arrêté puissent accomplir les missions énumérées à l'article 2, le gouvernement peut, dans les limites du budget, leur accorder une subvention de quatre millions de francs au maximum.

Ce montant est lié à l'indice de santé du 1er juillet 1995 et est adapté le 1er janvier comme suit :

$$\text{montant de base} \times \frac{\text{indice de santé neuf}}{\text{indice de santé ancien}}$$

Si plus d'une association est agréée, la subvention précitée est répartie sur toutes les associations agréées.

Art. 7. La ou les associations agréées bénéficient d'avances trimestrielles s'élevant à 22,5 p.c. de la somme maximale admise aux subventions.

Ces avances sont déduites lors de la liquidation du solde de l'année civile. Cette liquidation se fait avant le 1er septembre de l'année suivant l'année civile à laquelle se rapporte la subvention, après que l'administration a approuvé les pièces justificatives, le rapport d'activité afférent à l'année civile susdite et les comptes annuels.

S'il résulte d'un contrôle que des subventions indues ont été allouées, ces montants peuvent être déduits des avances ou soldes auxquels l'association a droit.

Les pièces justificatives sont transmises à l'administration avant la fin mars de l'année suivant l'exercice.

Les subventions sont limitées aux dépenses effectivement exposées dans le cadre du présent arrêté.

Art. 8. L'association prévoit un cadre du personnel comptant au moins deux fonctions équivalentes à temps plein.

Art. 9. Les fonctionnaires compétents de l'administration veillent au respect des dispositions du présent arrêté.

Art. 10. L'association elle-même peut réunir des fonds.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995, à l'exception des articles 3, 2^o, et 8 qui entrent en vigueur le 1er janvier 1996.

Art. 12. Le Ministre flamand qui à l'éducation sanitaire et la politique de santé préventive dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 1994.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales,

Mme L. DETIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C — 27041]

F. 95 — 264

17 NOVEMBRE 1994, — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour l'éclaircie en peuplements feuillus et résineux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instaurant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43;

Vu le Règlement (CEE) n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993 modifiant le Règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'Investissement et des autres instruments financiers;

Vu la loi du 19 décembre 1954 contenant le Code forestier, notamment le titre XIV « des subventions de la Région wallonne » inséré par le décret du 17 décembre 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'exécuter sans délai les décisions prises par l'Union européenne;
Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, la Région wallonne attribue une subvention à l'éclaircie à effectuer en peuplements résineux et feuillus. Pour les peuplements de peupliers, seule l'éclaircie en peupliers trembles peut bénéficier d'une subvention.

Les personnes de droit public de nationalité étrangère sont assimilées à des propriétaires particuliers et peuvent bénéficier de la subvention pour des parcelles situées en Région wallonne.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage.

Ne donnent pas lieu à l'octroi de la subvention les bois qui sont soumis au régime forestier, les bois dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, ainsi que les bois appartenant à des personnes de droit public.

Art. 2. La subvention n'est accordée que si les conditions suivantes sont réunies :

1° Le peuplement doit avoir une hauteur dominante inférieure ou égale à 13 mètres, la hauteur dominante étant la moyenne de la hauteur totale des 100 plus gros arbres à l'hectare répartis uniformément sur cette surface.

2° L'éclaircie peut consister en une coupe sélective ou en une coupe systématique.

3° La délivrance doit porter au moins sur le tiers du nombre de tiges au moment de l'opération et au maximum sur la moitié de ce nombre, pour autant que le nombre de pieds après éclaircie soit compris entre 700 et 2 000 unités. Néanmoins, dans le cas où la densité de plantation était inférieure ou égale à 2 000 pieds par hectare, la délivrance peut porter sur au minimum un quart du nombre de tiges.

4° La subvention n'est accordée que pour une seule intervention au cours de la vie du peuplement, sans nécessairement que ce soit la première éclaircie.

Art. 3. Toute demande de subvention est adressée au directeur du Centre de la Division Nature et Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci. La demande indique les nom, prénoms, et adresse du bénéficiaire en indiquant la nature du droit réel et éventuellement de son mandataire.

La demande est accompagnée :

1° d'un extrait de plan cadastral sur lequel les parcelles ou parties où se trouvent les peuplements pour lesquels la subvention est sollicitée, sont entourées d'un trait rouge;

2° d'un extrait de la matrice cadastrale;

3° d'un extrait de carte topographique au 1/10 000 ou 1/25 000 sur laquelle sont entourées d'un trait rouge la ou les parcelles concernées;

4° pour chaque peuplement, d'une brève description qui indique l'étendue, l'écartement à la plantation, l'âge, l'état de l'élagage, la composition des espèces en pourcentage et la hauteur dominante.

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les quinze jours.

Pour bénéficier de la subvention spécifique aux objectifs 1 et 5B, le dossier de demande devra être introduit avant le 1er août 1999.

Art. 4. Il ne peut être introduit qu'une demande par bénéficiaire et par année civile. En cas d'indivision, c'est cette dernière qui est considérée comme bénéficiaire et non pas chacun des co-propriétaires. Chaque demande peut inclure une ou plusieurs parcelles.

Art. 5. Du seul fait de l'introduction de sa demande, le demandeur autorise le personnel de la Division de la Nature et des Forêts à visiter les lieux et à recourir sur le terrain au mode de contrôle approprié, après avertissement du propriétaire.

En cas de refus ou d'obstacles posés par le demandeur à l'application du présent article, la subvention lui est refusée.

Art. 6. Le Directeur du Centre prend une décision de principe qu'il notifie au demandeur dans les deux mois de la demande.

Le demandeur peut introduire par pli recommandé à la poste un recours auprès de l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts contre la décision de refus d'agrément ou en cas d'absence de décision du directeur du Centre endéans le délai prévu. L'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts dispose de 60 jours pour adresser notification de la décision au demandeur, par pli recommandé à la poste.

A défaut, la décision est réputée favorable.

Art. 7. La subvention est fixée à 8 000 francs par hectare de peuplements effectivement éclaircis. Elle ne peut dépasser 40 000 francs par demande. Elle est liquidée à concurrence de la superficie à condition que l'opération de martelage soit effectuée en fonction de l'une des deux formules suivantes :

1° soit par le propriétaire lui-même, parents ou alliés jusqu'au troisième degré y compris;

2° soit par un expert ou un technicien indépendant, avec fourniture d'une facture pour prestation de services.

Dans les zones rurales éligibles pour bénéficier de l'aide des Communautés européennes au titre de l'objectif 1 et de l'objectif 5B tels que définis par le Règlement (CEE) n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993, modifiant le Règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers, la subvention est fixée à 12 000 francs par hectare de peuplements effectivement éclaircis. Dans ce dernier cas, elle ne peut dépasser 60 000 francs par demande. Elle est liquidée à concurrence de la superficie éclaircie effectivement située dans zone rurale éligible au titre de l'objectif 5B ou de l'objectif 1.

Art. 8. Un supplément de 2 000 F par bénéficiaire est octroyé quand un propriétaire ou un gestionnaire introduit un dossier groupé pour au moins trois bénéficiaires, les comptes de ceux-ci restant individualisés. Dans ce cas, les peuplements concernés devront être localisés dans un rayon de 10 km. Le supplément peut, le cas échéant, augmenter d'autant les plafonds visés à l'article 7.

Art. 9. La subvention n'est octroyée que :

1° si le demandeur a reçu préalablement à l'abattage l'accord de principe visé à l'article 6;

2° l'éclaircie est terminée au plus tard dans l'année qui suit la date de l'accord de principe.

Le demandeur notifie, par une lettre adressée au directeur du Centre, la fin des travaux d'abattage ainsi que le nombre de pieds verts abattus.

La subvention n'est liquidée qu'après vérification par le directeur du Centre ou son délégué de l'exécution des travaux et, le cas échéant, sur présentation des copies des factures acquittées et/ou des fiches de salaires certifiées conformes par le demandeur.

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 septembre 1992 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour l'éclaircie en peuplements feuillus et résineux est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Cependant l'article 7, 2e alinéa produit ses effets jusqu'au 1er août 1999.

Art. 12. Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Namur, le 17 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON.

Le Ministre chargé de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 264

[C — 27041]

17. NOVEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Auflichtung von Laub- und Nadelholzbeständen

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, unterzeichnet in Rom und gebilligt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 42 und 43;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2081/93 des Rates vom 20. Juli 1993 zur Abänderung der Verordnung (EWG) Nr. 2052(88) über Aufgaben und Effizienz der Strukturfonds und über die Koordinierung ihrer Interventionen untereinander sowie mit denen der Europäischen Entwicklungsbank und der anderen vorhandenen Finanzinstrumente;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Titels XIV « Zuschüsse der Wallonischen Region », eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1993 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet wird, die Beschlüsse der Europäischen Union unverzüglich auszuführen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Im Rahmen der Haushaltsmittel gewährt die Wallonische Region einen Zuschuß für die Auflichtung von Nadel- und Laubholzbeständen. Für den Fall der Pappelbestände kann ausschließlich für die Auflichtung von Zitterpappeln ein Zuschuß gewährt werden.

Die öffentlich-rechtlichen Personen ausländischer Staatsangehörigkeit werden den Privateigentümern gleichgestellt und können den Zuschuß für die in der Wallonischen Region gelegenen Parzellen erhalten.

Der Zuschuß wird dem Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder dem Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt, gewährt.

Der Zuschuß wird nicht gewährt für die Wälder, die der Forstordnung unterliegen, für die Wälder, deren Nutzung Gegenstand einer mit der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region getroffenen Vereinbarung ist, sowie die Wälder, die öffentlich-rechtlichen Personen gehören.

Art. 2. Der Zuschuß wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° Die dominierende Stammhöhe des Bestandes muß unter dreizehn Metern liegen. Bei der dominierenden Stammhöhe handelt es sich um den Durchschnitt der Gesamthöhe der 100 größten Bäume je Hektar, die gleichmäßig auf dieser Fläche verteilt sind.

2° Die Auflichtung kann durch einen selektiven Schlag oder einen systematischen Schlag erfolgen.

3° Die Auflichtung muß sich auf mindestens ein Drittel und höchstens auf die Hälfte der Anzahl Bäume zum Zeitpunkt der Durchführung beziehen, vorausgesetzt, daß die Anzahl der Bäume nach der Auflichtung zwischen 700 und 2 000 Stück liegt. Für den Fall, daß die Bepflanzungsdichte jedoch unter 2 000 Bäumen je Hektar liegt, muß die Auflichtung sich mindestens auf ein Viertel der Gesamtanzahl Bäume beziehen.

4° Der Zuschuß wird für eine einzige Intervention in einem Waldbestand gewährt, wobei es sich jedoch nicht unbedingt um die erste Auflichtung handeln muß.

Art. 3. Jeder Antrag auf Zuschuß wird an den Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, wo der Besitz bzw. der größte Teil davon gelegen ist. In diesem Antrag wird der Name, Vorname und die Anschrift des Empfängers vermerkt, sowie die Art des dinglichen Rechts oder gegebenenfalls der Name, Vorname und die Anschrift seines Bevollmächtigten.

Dem Antrag wird folgendes beigelegt:

1° ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen bzw. die Teile von Parzellen, wo die Anpflanzungen, für die eine Subvention beantragt wird, sich befinden, rot eingekreist sind;

2° ein Auszug aus der Katasterstammrolle;

3° ein Auszug aus einer topographischen Karte im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000, auf der die betreffende(n) Parzelle(n) rot eingekreist sind;

4° für jeden Waldbestand, eine kurze Beschreibung über die Ausdehnung des Gebiets, den Abstand der Anpflanzung, das Alter, den Zustand der Ausüstung, die Zusammensetzung der Baumarten in Prozentzahlen und die dominierende Stammhöhe;

Dem Antragsteller wird innerhalb von 2 Wochen eine Empfangsbestätigung zugestellt.

Um in den Genuß der spezifischen Subvention für die als Ziel Nr. 1 und Ziel Nr. 5B ausgewiesenen Zonen gelangen zu können, ist der Antrag vor dem 1. August 1999 zu stellen.

Art. 4. Es darf nur ein Antrag pro Empfänger und pro Kalenderjahr eingereicht werden. Im Falle einer Unteilbarkeit wird die ungeteilte Rechtsgemeinschaft als Empfänger betrachtet, und nicht jeder der Miteigentümer. Jeder Antrag kann eine oder mehrere Parzellen einbeziehen.

Art. 5. Durch die alleinige Einreichung seines Antrags erlaubt der Antragsteller dem Personal der Abteilung Natur und Forstwesen das Gelände zu besichtigen und nach Benachrichtigung des Empfängers das geeignete Kontrollverfahren an Ort und Stelle anzuwenden.

Wenn der Antragsteller die Anwendung des vorliegenden Artikels verweigert oder sich ihr widersetzt, wird ihm der Zuschuß verweigert.

Art. 6. Der Direktor des Zentrums trifft eine Grundsatzentscheidung, die er dem Antragsteller innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Antrags mitteilt.

Der Antragsteller ist berechtigt, mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief bei dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen gegen die Verweigerung der Zulassung oder gegen die Tatsache, daß der Direktor des Zentrums innerhalb der vorgesehenen Frist keine Entscheidung getroffen hat, eine Berufung einzulegen. Der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen verfügt über sechzig Tage, um dem Antragsteller seine Entscheidung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitzuteilen. Wird während diesen sechzig Tagen keine Entscheidung mitgeteilt, so gilt diese als positiv.

Art. 7. Der Zuschuß ist auf 8 000 BEF pro Hektar tatsächlich aufgelichteter Bestände festgesetzt. Er darf jedoch 60 000 BEF pro Antrag nicht überschreiten. Er wird bis zu dem Betrag ausgezahlt, der für die Fläche geschuldet wird, unter der Bedingung, daß die Anzeichnung der Bäume nach einer der nachfolgenden zwei Arten und Weisen durchgeführt wird :

1° entweder durch den Besitzer selbst, oder durch verwandte oder verschwägerte Personen bis zum dritten Grad einschließlich;

2° oder durch einen unabhängigen Experten oder Spezialisten, mit Ausstellung einer Rechnung für die Dienstleistung.

In den landwirtschaftlichen Zonen, die für eine Unterstützung der Europäischen Gemeinschaften im Rahmen von Ziel Nr. 1 und Nr. 5B in Frage kommen, gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 2081/93 des Rates vom 20. Juli 1993 zur Abänderung der Verordnung (EWG) Nr. 2052/88 über Aufgaben und Effizienz der Strukturfonds und über die Koordinierung ihrer Interventionen untereinander sowie mit denen der Europäischen Entwicklungsbank und der anderen vorhandenen Finanzinstrumente, wird der Zuschuß auf 12 000 BEF je Hektar tatsächlich aufgelichteter Bestände festgelegt. In diesem Fall darf er jedoch 60 000 BEF pro Antrag nicht überschreiten. Er wird bis zu dem Betrag ausgezahlt, der für die aufgelichtete Fläche geschuldet wird, in einer landwirtschaftlichen Zone, die für eine Unterstützung der Europäischen Gemeinschaften im Rahmen von Ziel Nr. 1 und Nr. 5B in Frage kommt.

Art. 8. Wenn ein Besitzer oder Verwalter einen gemeinsamen Antrag für mindestens 3 Besitzer einreicht, wobei deren Konten weiterhin getrennt verwaltet werden, werden pro Bezugsberechtigter zusätzlich 2 000 BEF gewährt. In diesem Fall müssen die betroffenen Bestände in einem Umkreis von 10 Km gelegen sein. Die zusätzliche Summe kann ggf. die in Artikel 7 genannten Grenzbeträge um diese Summe erhöhen.

Art. 9. Der Zuschuß wird nur gewährt:

1° wenn der Antragsteller vor der Fällung die in Artikel 6 angeführte Grundsatzgenehmigung erhalten hat;

2° wenn die Auflichtung spätestens in dem Jahr nach dem Datum der Grundsatzgenehmigung abgeschlossen ist.

Der Antragsteller teilt dem Direktor des Zentrums brieflich die Beendigung der Fällungsarbeiten sowie die Anzahl der gefällten grünen Bäume mit.

Der Zuschuß wird ausgezahlt, nachdem der Direktor des Zentrums oder sein Stellvertreter die Durchführung der Arbeiten überprüft hat und ggf. nach Vorlegung der Abschriften der gezahlten Rechnungen und/oder der durch den Antragsteller beglaubigten Lohnzettel.

Art. 10. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. September 1992 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Auflichtung von Laub- und Nadelholzbeständen wird aufgehoben.

Art. 11. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Artikel 7, Absatz 2 bleibt jedoch bis zum 1. August 1999 wirksam.

Art. 15. Der Minister, zu dessen Zuständigkeit die Wälder gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beschäftigt.

Namur, den 17. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 — 264

[C — 27041]

**17 NOVEMBER 1994 — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de dunning
in loofboom- en naaldboombestanden**

De Waalse Regering,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, gesloten te Rome, en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikelen 42 en 43;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2081/93 van de Raad van 20 juli 1993 tot wijziging van de Verordening (EEG) nr. 2052/88 betreffende de taken van de Fondsen met structurele strekking, hun doeltreffendheid alsmede de coördinatie van hun bijstandverlening onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten;

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op titel XIV « toelagen van het Waalse Gewest », erin gevoegd bij het decreet van 17 december 1992;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gerechtvaardigd door de noodzaak de door de Europese Unie genomen beslissingen onverwijld uit te voeren;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kent het Waalse Gewest een toelage toe voor de dunning in loofboom- en naaldboombestanden. Wat de populierenbestanden betreft, kan enkel de dunning in ratelpopulieren aanleiding geven tot een toelage.

De publiekrechtelijke personen van vreemde nationaliteit worden gelijkgesteld met privé-eigenaars en kunnen de toelage genieten voor in het Waalse Gewest gelegen percelen.

De toelage wordt toegekend aan de eigenaar van in het Waalse Gewest gelegen terreinen of aan de titularis van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goederen tot gevolg heeft.

De bossen onder bosregeling, de bossen waarvan het beheer het onderwerp is van een overeenkomst met de afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest en de bossen van publiekrechtelijke personen komen niet in aanmerking voor een toelage.

Art. 2. De toelage wordt slechts toegekend indien de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° Het bestand moet een overheersende hoogte kleiner dan of gelijk aan dertien meter hebben; onder overheersende hoogte wordt verstaan het gemiddelde van de totale hoogte van de 100 dikste bomen per hectare eenvormig over deze oppervlakte verdeeld.

2° De dunning kan een selectieve of systematische kapping zijn.

3° Deze handeling moet betrekking hebben op minstens een derde van het aantal stammen op het ogenblik van de werken en op maximum de helft van dit aantal, voor zover het aantal stammen na de dunning tussen 700 en 2 200 eenheden begrepen is. Indien de beplantingsdichtheid lager dan of gelijk was aan 2 000 stammen per hectare kan deze handeling echter dragen op ten minste één vierde van het aantal stammen.

4° De toelage wordt slechts toegekend voor een enkele handeling tijdens de levensduur van het bestand, zonder dat het noodzakelijkerwijs de eerste dunning is.

Art. 3. Iedere aanvraag om toelage wordt gericht aan de directeur van het Centrum van de afdeling Natuur en Bossen waar de eigendom, of eventueel, het grootste deel ervan, zich bevindt. De aanvraag vermeldt de naam, voornamen en adres van de rechthebbende met vermelding van het zakelijk recht en eventueel van zijn gemachtigde.

Daarbij worden gevoegd :

1° een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de percelen of perceeldelen met de bestanden waarvoor de toelage gevraagd wordt met een rode streep omlijnd worden;

2° een uittreksel uit de kadastrale leggers;

3° een uittreksel uit een topografische kaart op schaal 1/10 000 of 1/25 000 waarop het (de) betrokken perceel (percelen) in het rood omlijnd zijn;

4° voor ieder bestand, een beknopte beschrijving met vermelding van de oppervlakte, de plantafstand, de ouderdom, de toestand van het op snoeien, de samenstelling van de soorten uitgedrukt in percent en de overheersende hoogte.

Een ontvangstmelding wordt aan de aanvrager binnen vijftien dagen toegestuurd.

Om te genieten van de toelage eigen aan doelstellingen nrs. 1 en 5B moet het dossier ingediend worden vóór 1 augustus 1999.

Art. 4. Er mag slechts één aanvraag per rechthebbende en per kalenderjaar ingediend worden. In geval van onverdeeldheid wordt deze laatste en niet iedere mede-eigenaar aanzien als rechthebbende. Elke aanvraag mag een of meerdere percelen inhouden.

Art. 5. Vanwege de indiening van zijn aanvraag geeft de aanvrager machtiging aan het personeel van de afdeling Natuur en Bossen de plaatsen te bezoeken en ter plaatse over te gaan tot de aangepaste wijze van controle, na verwittiging van de rechthebbende.

Indien de aanvrager de toepassing van dit artikel weigert of verhindert, wordt de toelage hem geweigerd.

Art. 6. De directeur van het Centrum neemt een principiële beslissing die hij bekendmaakt aan de aanvrager binnen twee maanden na de aanvraag.

De aanvrager kan bij aangetekende brief een beroep indienen bij de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen tegen de beslissing tot weigering van de goedkeuring of indien de directeur van het Centrum geen beslissing heeft genomen binnen de voorziene termijn. De inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen beschikt over een termijn van zestig dagen om een beslissing bekend te maken aan de aanvrager bij aangetekende brief. Bij gebreke hiervan is de beslissing geacht gunstig te zijn.

Art. 7. De toelage is vastgesteld op 8 000 BEF per hectare van werkelijke uitgedunde bestanden. Zij mag niet meer dan 40 000 BEF per aanvraag bedragen. Zij wordt vereffend overeenkomstig de oppervlakte op voorwaarde dat het hameren van de bomen uitgevoerd is volgens één van de twee volgende formules :

1° hetzij door de eigenaar zelf, door bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad;

2° hetzij door een deskundige of een zelfstandige technicus, met voorlegging van een factuur voor de verstrekte diensten.

In de landelijke zones die in aanmerking komen om recht te hebben op een steunregeling van de Europese Gemeenschappen als doelstelling nr. 1 en als doelstelling nr. 5B, zoals omschreven bij Verordening (EEG) nr. 2081/93 van de Raad van 20 juli 1993 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2052/88 betreffende de taken van de Fondsen met structurele strekking, hun doeltreffendheid alsmede de coördinatie van hun bijstandsverlening onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten, is de toelage vastgesteld op 12 000 BEF per hectare van werkelijk gedunde bestanden. In dit laatste geval mag zij niet meer dan 60 000 BEF per aanvraag bedragen. Zij wordt vereffend overeenkomstig de werkelijk gedunde oppervlakte gelegen in een landelijke zone die in aanmerking komt voor doelstelling nr. 5B of voor doelstelling nr. 1.

Art. 8. Wanneer een eigenaar of een beheerder een gezamenlijk dossier indient voor ten minste drie rechthebbenden met afzonderlijke rekeningen wordt een bijkomend bedrag van 2 000 BEF per persoon toegekend. In dat geval moeten de betrokken bestanden zich in een straal van 10 km bevinden. Dit supplement kan eventueel de in artikel 7 bedoelde begrenzing met een gelijk bedrag verruimen.

Art. 9. De toelage wordt enkel toegekend als :

1° de aanvrager de in artikel 6 bedoelde principiële beslissing vóór het kappen heeft ontvangen;

2° de dunning ten laatste in de loop van het jaar na de datum van de principiële beslissing is beëindigd.

Bij middel van een aan de directeur van het Centrum gerichte brief geeft de aanvrager hem kennis van het einde van de kappingswerken, alsook van het aantal geveld (groene) stammen.

De toelage wordt slechts vereffend na controle van de uitvoering der werken door de directeur van het Centrum of door zijn afgevaardigde en, eventueel, op grond van de voorlegging van de eensluidend verklaarde copies van gekwiteerde facturen en/of van de loonfiches door de aanvrager.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 september 1992 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de dunning in loofboom- en naaldboombestanden is opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Artikel 7, 2e lid, is evenwel van toepassing tot 1 augustus 1999.

Art. 12. De Minister, tot wiens bevoegdheden de bossen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 — 265

[C — WIN — I — 27039]

17 NOVEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues et résineuses

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instaurant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43,

Vu le Règlement (CEE) n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993 modifiant le Règlement (CEE) n° 2052(88) concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'Investissement et des autres instruments financiers,

Vu le Règlement (CEE) n° 2086/92 du Conseil du 30 juin 1992, instituant un régime communautaire d'aides aux mesures forestières en agriculture,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment le titre XIV "des subventions de la Région wallonne" inséré par le décret du 17 décembre 1992,

Vu l'accord du Ministre du Budget,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980,

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'exécuter sans délai les décisions prises par l'Union européenne.

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, la Région wallonne attribue une subvention à la régénération naturelle ou artificielle d'espèces feuillues et résineuses.

Les personnes de droit public de nationalité étrangère sont assimilées à des propriétaires particuliers et peuvent bénéficier de la subvention pour des parcelles situées en Région wallonne.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage.

Ne donne pas lieu à l'octroi de la subvention, la régénération de terrains qui sont soumis au régime forestier, de terrains dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, de terrains appartenant à des personnes de droit public de nationalité belge, ou des terrains agricoles exploités en faire valoir indirect. Par ailleurs, la plantation de haies brise-vent et d'alignements ne fait pas l'objet du présent arrêté.